

Questions orales

produire une évaluation environnementale. C'est le sens de ma réponse et c'est ce qu'on va continuer à faire dans les années à venir.

[Traduction]

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, cela fait huit mois que nous attendons l'évaluation environnementale du budget. Cela fait presque un an que nous attendons l'évaluation environnementale de la politique énergétique du gouvernement et celle de sa politique agricole.

C'est que les constantes tergiversations de ce ministre sur un engagement très ferme du Plan vert en disent long sur le cynisme public généralisé au sujet du processus politique.

Par conséquent, le ministre communiquera-t-il ses documents de travail sur cette question, si du moins il en a? Demandra-t-il à ses fonctionnaires de rencontrer cette semaine un groupe désigné d'organismes environnementaux, auquel se joindraient des représentants des deux côtés de cette Chambre et le vérificateur général, afin que nous puissions ensemble trouver une façon de tenir la promesse que ses collègues voudraient tant réaliser?

L'hon. Jean J. Charest (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, il n'y a aucune tergiversation au sujet de cette question.

La preuve, si le député tient absolument à en avoir une, c'est que nous tenons actuellement des négociations avec les États-Unis et le Mexique pour déterminer s'il y a lieu de conclure un accord de libre-échange nord-américain entre nos trois pays. À ce sujet, le député sait qu'une évaluation environnementale est en cours. Si vous voulez un exemple précis, tenez.

C'est au gouvernement qu'il appartient, dans le cadre de notre propre système, de déterminer la démarche à suivre. C'est ce que nous sommes en train de faire à mesure que les différents dossiers se présentent.

Si le député veut absolument poursuivre cette question, je serai très heureux de me présenter devant le Comité permanent de l'environnement pour témoigner. Depuis que je suis ministre, j'ai déjà témoigné quatre fois devant des comités. Je me ferais un plaisir de m'y présenter une fois par semaine, si tel était le désir du député et du comité.

C'est pourquoi nous avons un système de comités à la Chambre des communes.

* * *

LES PÊCHES

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, en l'absence des ministres des Pêches et de l'Emploi, ma question s'adresse au premier ministre.

Le premier ministre se souviendra que le 21 octobre, le ministre des Pêches a déclaré à la Chambre que le gouvernement fédéral avait dégagé plus de fonds qu'il n'en fallait pour veiller au bien-être de tous les pêcheurs et de tous les travailleurs d'usine qui répondaient aux critères du programme d'aide d'urgence pour les pêcheurs de l'Atlantique.

Le premier ministre sait-il que les fonctionnaires fédéraux disent à la population des provinces atlantiques qu'il n'y a plus de fonds pour les travailleurs d'usine qui répondent aux critères du programmes et qui auraient dû reprendre le travail lundi dernier?

Que fera le premier ministre pour s'assurer que le gouvernement fédéral respectera l'engagement qu'il a pris envers la population du Canada atlantique?

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Monsieur le Président, le ministre des Pêches est resté en contact constant avec les représentants des pêcheurs de l'Atlantique et les ministres des Pêches de l'Atlantique. Il était dans la région la semaine dernière et il les a rencontrés. Il connaît les déclarations faites par certaines personnes et on est en train de s'occuper de la situation.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, lorsque d'autres députés libéraux et moi avons soulevé la question il y a plusieurs semaines, le ministre des Pêches a déclaré: «Je peux vous garantir qu'on va apporter de l'aide à tous ceux qui peuvent prouver qu'ils dépendent de la pêche, que ce soit à titre de pêcheurs ou de travailleurs d'une usine de transformation du poisson, ou mon nom n'est pas John Carnell Crosbie.»

Que fera le premier ministre pour que son «anonyme» ministre des Pêches retrouve un nom et se refasse une crédibilité?